

par ANTONIO ELORZA\*

## Podemos ou le léninisme aimable



DANS UN VIEUX FILM de Dino Risì, deux fascistes de hasard, incarnés par Vittorio Gassman et Ugo Tognazzi, prennent part à la marche sur Rome d'octobre 1922 dans l'espoir de voir les promesses du Duce se réaliser. Mais c'est tout le contraire qui arrive et d'une étape à l'autre de l'avancée vers la capitale, ils découvrent la fausseté des grands mots du programme fasciste.

Le nouveau parti, la révélation de la gauche espagnole, *Podemos*, suit une trajectoire comparable en ce sens qu'il a subi durant ses vingt mois d'existence les effets négatifs de son adéquation aux règles du jeu

électoral et surtout d'une série de renoncements à ses postulats originaires, renoncements qui rendent très difficile aujourd'hui de sa part un positionnement idéologique clair.

### Une main de fer dans un gant de velours

La manière dont il se présentait, de sa fondation à ses résultats électoraux triomphaux de mai 2014, insistait sur son versant anti-système, avec un refus total de l'Otan, de l'idée européenne, du régime constitutionnel espagnol et avec ses propositions de mesures égalitaires radicales basées sur la diabolisation du capitalisme et de ses porte-parole politiques, les partis corrompus, désignés comme « la caste » à la façon de Beppe Grillo en Italie.

\* Écrivain et historien espagnol, professeur de sciences politiques à l'Université Complutense de Madrid

Aujourd'hui, le chef indiscuté de *Podemos*, Pablo Iglesias traduit la «centralité» dont parlait le PCI par «transversalité», c'est-à-dire qu'il affirme sa vocation interclassiste dans les limites d'une acception particulière du concept de «peuple» (*gente*, en espagnol). Les traits caractéristiques du gauchisme initial ont été limés de ce qu'ils avaient de plus acerbe et même son instrument critique le plus efficace pour justifier son accession au pouvoir, la dénonciation de *la caste* (le couple des deux grands partis alternativement au pouvoir en Espagne, le Parti populaire<sup>[1]</sup> et le Parti socialiste<sup>[2]</sup>) est restée dans la malle aux souvenirs.

À la suite des municipales de mai 2015, *Podemos* a accepté l'alliance avec le PSOE «pour le changement». Il y avait donc de bonnes raisons à la rupture de l'idéologue et fondateur du parti Juan Carlos Monedero avec la direction, et à l'embarras éprouvé par les adhérents et sympathisants embarqués dans la galère de l'anti-système, choqués de plus par la gestion autocratique du parti de Pablo Iglesias.

La perte de huit points lors du dernier sondage Metroscopia en fut l'effet le plus remarquable.



Comment définir *Podemos* aujourd'hui? L'analyse de son discours n'offre qu'une conclusion incontestable: il se caractérise par un opportunisme extrême mis au service de l'aspiration à prendre le pouvoir à tout prix. Lors du seul moment de débat, pendant la conférence où *Podemos* fut fondé, Pablo Iglesias s'écria contre ses opposants démocratiques que le ciel pouvait seulement être pris d'assaut et jamais par consensus. Encore faudrait-il ajouter qu'en vue de son exécution, l'assaut dépend surtout de la ruse.

La modération formelle avait toutefois de profondes racines sociologiques. Une fois le mouvement consolidé dans les sondages, on put constater que la «transversalité» n'était pas seulement une aspiration mais un trait distinctif de son électorat. Malgré son radicalisme, *Podemos* n'est pas le parti des défavorisés. Sa base ouvrière se trouve surtout chez les ouvriers qualifiés, pas chez les OS; il est implanté chez les professionnels et les gens instruits, et même chez les entrepreneurs, non chez les gens pauvres et sans formation, ni chez les électeurs les plus jeunes mais parmi les catégories d'âge intermédiaire, de 35 à 55 ans, avec

---

1. PP.

2. PSOE.

une présence généralisée dans tout le pays bien supérieure aux autres partis, sauf chez les gens de plus de 65 ans.

Il s'agit donc pour *Podemos* de résoudre la quadrature du cercle entre des objectifs politiques et économiques de rupture, issus du vieux fond antisystème, et un large appui social favorable à des mesures radicales, sans pour autant incliner en majorité vers des aventures qui pourraient aboutir à une catastrophe économique.

Après les grands mots du début, l'ambiguïté des formules avancées ouvrait la porte à des contenus moins éclatants. Il fallut alors introduire des rectifications et des suppressions dont le prix à payer fut la perte de confiance de la composante gauchiste du parti; il fallut surtout effectuer un virage à 180° dans le discours qui devait donner un cadre à la réforme politique proposée. La volte-face du récit politico-historique de Pablo Iglesias l'illustre de la plus évidente manière. Le 19 juillet 2015, Pablo Iglesias publiait dans *El Pais* un article intitulé « Une nouvelle Transition » où il expliquait la nécessité d'une réforme politique, sans oublier de couvrir d'éloges le journal qui lui servait de tribune: *El Pais* aurait été « le rempart culturel de la transition »; ses réflexions passées sur la crise du régime constitutionnel et ses possibles solutions prouvaient de la part du journal une grande lucidité.

Au moment de cette « appréciation lucide », en 2012, le même Pablo Iglesias écrivait un article, sur ce même sujet, dans un journal en ligne gauchiste, *Rebelion*, où il accusait *El Pais* d'être l'inspirateur d'un coup d'État, en proposant l'alliance des deux grands partis afin de stabiliser la situation! Le titre était en soi révélateur: « Les nouveaux putschistes *tienen mucha prisa* c'est-à-dire sont très pressés » – avec un jeu de mot sur « prisa », nom de l'éditrice d'*El Pais*: « *tienen mucha prisa* » (mot à mot: « ils ont beaucoup Prisa »), indiquant que les putschistes avaient derrière eux la puissance de cette patronne de presse.

L'alliance évoquée plus haut aurait été une attaque « contre les majorités ».

En 2015, la transition post-franquiste aurait abouti à une démocratie libérale « homologable ». En 2012, la « prétendue transition » avait été l'instrument de « la tutelle étrangère » et de « l'atlantisme »! À cette époque, l'épuration de l'armée était à l'ordre du jour. Aujourd'hui, Pablo Iglesias fait l'éloge de « la bonne santé » des forces armées espagnoles. En 2012, le putsch manqué du 23 février 1981 assurait avec succès la poursuite du franquisme. En 2015, cet « échec » consolidait *notre*<sup>[3]</sup> transition.

Bref, c'est le monde à l'envers, mais il faut se méfier car le point d'arrivée est le même, la nécessité d'abandonner le régime constitutionnel de 1978.

La stratégie qu'exprime le discours est capitale pour comprendre les contradictions formelles et pour savoir comment il les surmonte en les combinant sous le couvert d'un énoncé incontestable. Bien sûr, il faut trouver un bon déguisement pour introduire tout de suite la proposition trompeuse. Pablo Iglesias l'explique crûment: « on baise à poil, mais

3. C'est l'auteur qui souligne.

pour draguer, il faut être bien habillé». Tactique très utile pour jouer avec les informations données par les médias. Les journalistes mésestiment souvent la seconde partie d'une déclaration où est abordé son contenu strictement politique. Par exemple, Iglesias proclame toujours son désir de voir la Catalogne rester dans l'Espagne, mais tout de suite après, il insiste sur «le droit à décider» des Catalans, sans prendre en compte l'absence de démocratie qui prévaut en Catalogne depuis 2012 ou la possibilité bien réelle d'une réforme de la Constitution qui réglerait la question du droit à l'autodétermination.

Il condamne l'ETA depuis un certain temps et fait savoir son aversion pour «la violence politique» mais il donne immédiatement aussi son appui aux revendications de l'organisation – qu'il ne qualifie jamais de terroriste et dont il ne demande jamais la dissolution.

Il se définit lui-même comme démocrate mais le symbole pour lui de cette démocratie née sous la Révolution n'est autre que la guillotine. «Avec la guillotine, la mort est égale pour tous, a pu affirmer Pablo Iglesias [...] Combien d'horreurs aurions-nous évité en Espagne en l'employant!» Et de citer Robespierre: «Punir les oppresseurs de l'humanité c'est clémence, leur pardonner c'est barbarie», ajoutant que cette réflexion du «grand révolutionnaire était d'une grande actualité»<sup>[4]</sup>.

En somme, il faut toujours chercher les vrais propos politiques de Pablo Iglesias derrière le masque dont il ne se départ en aucune occasion.

Le nombre de voix et d'élus atteint par *Podemos* après les élections municipales et régionales peut être vu comme un succès. En même temps, on a pu constater que des alliances ont été passées avec d'autres formations mineures de gauche et surtout avec le PSOE, l'ancien parti condamné pour son appartenance à *la casta*. En termes quantitatifs, il s'agit d'une exigence à laquelle il est impossible de renoncer lors des prochaines élections générales de décembre 2015 mais elle peut bloquer l'assaut prévu par Iglesias si le PSOE est en tête dans les urnes. Les pronostics ont des marges d'erreur très importantes concernant *Podemos* mais il y a un pari plus sûr à faire en s'appuyant sur un bon résultat aux élections régionales catalanes du 27 septembre<sup>[5]</sup>. Partie prenante d'une candidature de gauche avec les anciens communistes d'*Iniciativa per Catalunya* sous le label, «*Si est pot*» (oui, on peut), *Podemos* joue d'une certaine ambivalence en prenant ses distances par rapport aux indépendantistes majoritaires dans la coalition et en proposant simultanément «un pouvoir constituant pour la Catalogne». Non mais oui! De l'iglésisme à l'état pur.

---

4. Déclaration au programme «Fort-Apache» de *HispanTv* (chaîne de télévision d'information internationale iranienne, diffusée depuis Téhéran par satellite à destination des pays de langue espagnole).

5. Les élections dans chaque «région» – appelée «autonomie» en Espagne – ont lieu à des dates différentes. Celles qui viennent d'avoir lieu en Catalogne sont particulièrement importantes du fait qu'elles ouvrent la porte à la déclaration d'indépendance.

S'ils devancent le Parti socialiste catalan, les conditions seront réunies pour se présenter en décembre comme le parti d'avant-garde de la gauche. Les mesures populistes prises dans les administrations nées des élections municipales du 24 mai dernier joueront dans le même sens. D'autant qu'on n'aura pas eu encore le temps d'évaluer leur coût économique. C'est seulement après une éventuelle victoire en décembre que Pablo Iglesias sera obligé de découvrir son jeu.

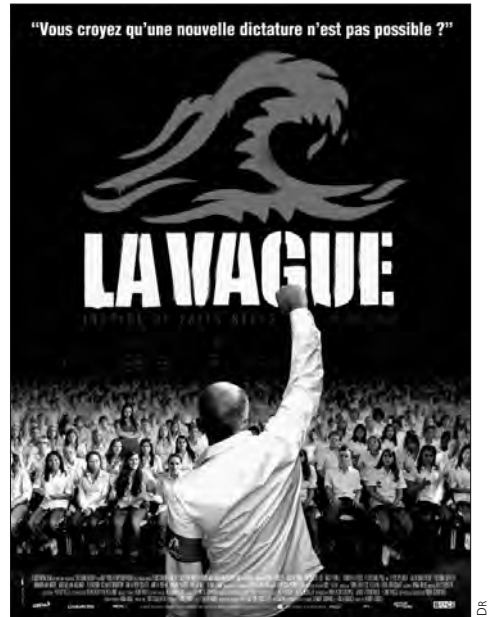
### «La Vague»

En 2008, Dennis Gansel se sert d'un fait réel pour réaliser son film *La Vague*. Un professeur égotiste et autoritaire monte une expérience avec ses élèves, des adolescents, pour montrer comment prend forme «l'autocratie». Finalement, débordé par la dynamique d'agressivité et de violence exprimée par les jeunes, il prend conscience, mais trop tard, qu'il a fait naître à huis clos une dictature susceptible d'envahir tout l'établissement scolaire.

Les éléments qui configurent une mentalité totalitaire y étaient soigneusement cernés : une idéologie simple et manichéenne fondée sur la désignation de l'autre comme ennemi ; l'organisation

d'un groupe ayant une forte cohésion interne autour d'un ensemble de signes identitaires ; la présence d'un leader charismatique qui détermine les objectifs de l'action et exerce un contrôle permanent sur les outils de la surveillance ; l'exigence d'être reconnus comme les seuls représentants du collectif social qu'on représente ; et enfin le recours à la violence, verbale ou physique, pour supprimer toute opposition ou dissidence.

La musique de fond du film, une musique rap, nous conduit de *La Vague* à l'association d'étudiants gauchistes *Contrapoder*, du moins telle qu'elle se présente dans une vidéo de *Youtube*. C'est là que se trouvent les origines de *Podemos* dont le groupe dirigeant est resté le même depuis la naissance de *Contrapoder* en 2006. La longue marche depuis les premières actions sans susciter d'échos jusqu'au succès électoral avec 5 eurodéputés pour *Podemos* le 25 mai 2014, a été rendue possible par la convergence d'une série de facteurs et de circonstances hétérogènes. Mais le rôle central dans la définition des idées et du mouvement est



toujours resté l'apanage du même groupe dirigeant. Ses composants appartenaient tous à la Faculté des sciences politiques de la vieille Université de Madrid, la Complutense, dont la tradition de militantisme de gauche remonte aux années 1960. Avec presque toujours un dénominateur commun communiste, souvent proche du castrisme et sympathisant du terrorisme de l'ETA (au point de menacer de mort ses adversaires), ce radicalisme était impulsé par quelques professeurs. Le plus actif fut Juan Carlos Monedero, professeur titulaire de Science politique, alors dans la quarantaine, et s'activant depuis sa période étudiante à imposer son leadership. Son discours anti-impérialiste attira des diplômés plus jeunes, tels Pablo Iglesias, lui aussi ancien membre des Jeunesses communistes et partisan enthousiaste des mouvements anti-mondialisation. Iñigo Errejón, fils d'un militant de la gauche communiste dans les années 1970 (et aujourd'hui membre de *Podemos*), et Carolina Bescansa, qui apportera son expertise en sociologie électorale. La promotion académique des étudiants radicaux, Iglesias et Errejón en tête, sera favorisée par un vétéran de la gauche communiste, le Pr Heriberto Cairo, vice-doyen chargé des relations internationales depuis 1995 et doyen après 2010 avec l'appui de *Contrapoder*. Parmi les professeurs militants, on trouvait des gens tels que Jorge Verstrynge, jeune néofasciste en France, plus tard n° 2 du parti conservateur de Fraga Iribarne et enfin admirateur du terroriste Carlos dans son livre *La guerre asymétrique* que Chavez fit imprimer en 30 000 exemplaires pour les officiers de son armée. Sympathisant de *Podemos*, il n'y fut cependant pas admis. Le climat était en tout cas propice à l'apparition d'un mouvement anti-système.

La survie et le désarroi du Parti communiste, sous le masque de *Izquierda Unida* (la gauche unie), contribuèrent aussi à l'existence de cette pépinière post-communiste. Le radicalisme des jeunes communistes espagnols dans les dernières années du siècle était étroitement lié à la crise jamais résolue de l'eurocommunisme après l'effondrement électoral de 1982. Par une dynamique de vases communicants, le recul dans l'opinion du PSOE, au pouvoir à partir de 1982, rendit possible une certaine progression électorale communiste jusqu'en 1995, favorisée par le déguisement du parti sous le label «Gauche unie» après 1986, écartant ainsi les effets négatifs qu'aurait pu avoir la chute du communisme soviétique. Mais le retour à un certain communisme démocratique appuyé par les Commissions ouvrières, le principal syndicat de gauche, se heurta au problème de l'absence de leadership. Celui-ci fut finalement assumé en 1989 par Anguita, un instituteur communiste aux positions rigides et à l'anticapitalisme primaire. Le vide politique fut comblé dans la confusion et les prises de position extrémistes, surtout chez les jeunes universitaires attirés par le «classe contre classe» d'Anguita.

C'est alors que Monedero devint professeur à Sciences Po et en même temps conseiller des successeurs d'Anguita, Francesc Frutos et Julio Llamazares, lesquels en revenaient à une certaine coexistence pacifique avec le PSOE. Une visite de Llamazares à Caracas, accompagné par Monedero, provoqua le tournant décisif. Ce fut le coup de foudre politique entre

Chavez et Monedero, qui devint son conseiller. La porte était ouverte à l'entrée du «chavisme» sur la scène politique espagnole.

Aujourd'hui, les gens de *Podemos* refusent avec irritation l'étiquette de chavistes et la mort de Chavez leur a évité une réaction furieuse du *Comandante* contre cette trahison. Mais jusqu'en 2013, la profession de foi chaviste était commune au trio Monedero-Errejón-Iglesias: «Chavez vivant est invincible, Chavez mort est immortel» proclama ce dernier. Aux côtés de Chavez, Monedero apprit comment une gestion économique désastreuse pouvait être compensée par une politique de subventions en faveur des masses et par une organisation illégale de la violence d'État et des couches populaires contre les élites et leurs porte-voix politiques. Tout cela rend possible sans trop de risques le maintien du système électoral. Plus de division du pouvoir: si un opposant devient dangereux on l'emprisonne pour conspiration et le tour est joué. La «lutte de classes» acquiert ainsi en Amérique latine un visage moins précis et en même temps plus large de transmission du pouvoir aux gens (*empoderamiento a la gente*) au détriment de l'«oligarchie», instrument de l'impérialisme américain. Mais le piège se referme immédiatement: pour que l'*empoderamiento* ait lieu, il faut qu'il soit dirigé par un leader charismatique – Ugo Chavez, Evo Morales ou Rafael Correa. C'est la systématisation de ses idées qui rend possible «le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle».

Chavez offrit à Monedero la direction de son principal institut de formation idéologique, le Centre international Miranda, ce qui n'empêcha pas notre politologue de réfléchir aux possibilités d'un «contre-pouvoir» en Espagne, d'une part en inspirant le mouvement contestataire à l'Université, d'autre part en élaborant une théorie sur la crise de la démocratie espagnole qui rendrait possible l'application du modèle latino-américain dont Chavez était le père fondateur.

Une dynamique contestataire proche de celle de *La Vague* se mit en marche en 2006, avec le théoricien Monedero derrière le rideau et Iglesias et Errejón sur le devant de la scène. Il s'agissait de réussir la conquête de l'espace public de la Faculté en imposant des slogans de rupture et en excluant de la communication toute voix qui n'appartiendrait pas à la gauche. La présentation eut lieu à la cafétéria de la Faculté sous le slogan peu clair de «désobéissance» mais avec la vocation – déjà – de marquer son territoire en s'habillant de blanc pour affirmer son identité, rappelant ainsi les *tute bianche*<sup>[6]</sup> du mouvement anti-globalisation. On y verra aussi l'écho de l'un des plus influents penseurs de l'antimondialisation, le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, qui propose de «réinventer la démocratie» – une expression chère à Iglesias – en mettant le pouvoir au service du peuple, comme Chavez l'a fait, pour remplacer la pseudo-démocratie existante, néo-libérale, «détruite par le capitalisme».

---

6. Les tuniques blanches, mouvement antimondialisation, actif de 1994 à 2001.

Le slogan adopté par *Contrapoder* – «défense de la joie et organisation de la colère» – dit bien sa vocation au combat : sa première prise de position concrète en 2007 fut de se solidariser avec Ignacio de Juana, un terroriste de l'ETA dont les juges essayaient de reporter la mise en liberté. La fraternité implicite avec les partisans de l'ETA réapparut un an plus tard lors du boycott manqué, malgré la violence déployée contre une conférence de la députée centriste Rosa Diez, menacée de mort par les terroristes. En 2008, le politicien conservateur Josep Piqué fut victime d'un autre boycott de la part des militants de *Contrapoder* déguisés en prisonniers de Guantanamo.

Le coup décisif fut porté encore une fois contre Rosa Diez en 2010 sous le regard bienveillant du doyen Cairo<sup>7</sup>.

Tout au long de ces cinq années, entre 2010 et 2015, la conquête du «territoire» de la Faculté fut un succès pour *Contrapoder*. Sans oublier la priorité accordée aux porte-voix de l'Amérique latine, la liberté d'expression fut réservée aux idées de gauche – Corée du Nord comprise. Pablo Iglesias s'en explique en 2008 en justifiant l'attaque menée contre Rosa Diez par «les étudiants de gauche» (les siens) avec leurs insultes (il oublie les coups de poing!) en un geste sublime, comparable à celui d'Antigone, en s'opposant aux règles de la démocratie représentative.

Où l'on retrouvait le schéma de *La Vague*: imposition d'une idéologie manichéenne, cohésion de la minorité active autour de signes identitaires, leadership charismatique (exercé par Pablo Iglesias, avec Errejón en qualité de suppléant et sous l'inspiration doctrinale de Monedero), prétention à l'exclusivité dans la représentation du collectif et recours à la violence verbale et physique contre les opposants et les dissidents. Mais l'importance du succès montra ses limites, tant pour nos universitaires que pour Chavez, et c'est alors qu'eut lieu le saut en direction des médias, saut capital pour la diffusion du message de *Contrapoder* dans toute la société. Vraisemblablement avec l'appui financier du Venezuela, le premier tremplin fut une télévision de quartier, *Tele K*, dans le quartier populaire de Vallecas à Madrid, où Monedero et Iglesias installèrent en novembre 2010 leur programme de débats politiques, ces *tertulias* d'échanges informels dont les Espagnols sont friands depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Leur titre – la *tuerka*, (référence à la *tuerca*, l'écrou) – rappelait le besoin pour les travailleurs de lutter contre la démocratie bourgeoise en lançant des pièces dans leurs machines. Dans un cadre apparemment pluraliste, respectueux de chaque participant, la ligne générale et les interventions monographiques illustraient l'idéologie de *Contrapoder*. Quand la diffusion de la chaîne s'interrompit, celle-ci fut remplacée à la fin de 2011 par *Hisvan*, organe de propagande à Madrid de l'Iran d'Ahmaninedjad, un bon ami de Chavez. À l'ombre de ce régime si répressif, le programme personnel d'Iglesias, «Fort

---

7. Voir Rosa Diez en visite à Sciences Po sur *Youtube*.



Apache», put tonner contre la démocratie espagnole. Le grand tournant eut lieu en février 2013 lorsqu'une chaîne privée de droite invita Pablo Iglesias à ses *tertulias*. Acteur de théâtre amateur dans sa jeunesse, élève d'une remarquable présentatrice de télévision, Iglesias devint un excellent communicateur, très dur quand il le fallait mais gentil avec ses opposants sur les questions secondaires.

Conseiller technique de *Izquierda Unida* pour les élections parlementaires de novembre 2011, il se vit opposer une fin de non-recevoir lorsqu'il proposa des primaires pour la tête de liste européenne qu'il était sûr de remporter.



DR

Pablo Iglesias, Paris, septembre 2015

En janvier 2014, il constitue avec son inséparable Monedero le mouvement *Podemos*, qui devient un parti politique en mars 2014. Errejón et Bescansa sont là aussi. Aboutissement d'une campagne totalement personnalisée, les bulletins de vote ne portent pas les sigles du parti mais le portrait d'Iglesias. Un rôle central fut assigné pendant cette campagne à la propagande par le web. L'expert en communication, Iñigo Errejón, architecte du succès puisque furent élus cinq eurodéputés, l'explique au quotidien *El Mundo*: «*Podemos* compte 252 270 fans sur *Facebook* contre 44 000 au PP et 61 000 au PSOE». La situation est analogue sur *Twitter* où Pablo Iglesias a plus de 245 000 fans, onze fois plus que les candidats du PP et du PSOE. La vidéocratie a forgé la popularité de Pablo Iglesias; le web semblait lui garantir de faire tache d'huile.

En tout cas, comme Errejón le souligne lui-même, le succès de *Podemos* est surtout dû au fait que ce dernier est venu combler un vide sur la scène politique espagnole, vide dû à la

dégradation de l'image des deux grands partis, le PP et le PSOE, et au profond malaise de la société espagnole consécutif à la crise économique. Jusqu'en 2008, le président espagnol Luis Rodriguez Zapatero annonçait que l'Espagne allait atteindre rapidement le PIB de l'Allemagne. La chute fut très lourde. Le chômage s'accrut, jusqu'à atteindre les 25 % et même 27 % en 2013 – 35 % notamment chez les jeunes. La réponse sociale fut la grande mobilisation des Indignés à Madrid, le 15 mai 2011, un mouvement de masse spontané très critique envers les partis et le Parlement. Son action emblématique fut l'occupation pendant plusieurs semaines, sur le modèle cairote, de la place centrale de Madrid, la Puerta del Sol.

Les activistes du futur *Podemos*, Monedero en tête, essayèrent de faire venir l'eau à leur moulin, en vain. L'apolitisme des Indignés était décidément trop fort. C'est pourquoi, tout en sachant que la réalisation de leurs espoirs électoraux dépendait du rapprochement de son discours et des Indignés, le groupe dirigeant de *Podemos* évita de jouer ouvertement cette carte dans la propagande électorale du printemps 2014. La concordance fut seulement implicite mais cela permit de « transformer le malaise social en poussée électorale ».

### La centralisation cybercratique

En août 2014, Juan Carlos Monedero et Iñigo Errejón prononcèrent divers discours en Argentine et y accordèrent des interviews fleuves aux médias. C'était pour eux l'occasion de parler franchement, sans les précautions qu'ils prennent obligatoirement en Espagne. Or, Monedero définit le projet politique de *Podemos* comme un « léninisme aimable » où la ligne établie par le leader, Pablo Iglesias, allait être suivie avec joie par *la gente* (les gens), les élections leur fournissant la légitimité nécessaire pour qu'ils soient prêts à l'action et à la lutte. Bien sûr, la démocratie représentative ne compte pas par elle-même. De toute façon, elle n'existe pas réellement puisqu'elle est soumise aux intérêts des grandes multinationales. L'Espagne n'existe pas non plus, même quand on parle de sa présence économique en Amérique latine car elle y est supplantée par les grandes firmes. Pour cette raison, l'Espagne n'aura pas de difficultés à accepter les leçons politiques venues de l'Amérique latine en lutte contre les oligarchies. Ce dont l'Espagne a besoin, c'est d'une « Constitution populiste » et d'une articulation des forces populaires capables de prendre et gérer le pouvoir face aux minorités oppressives.

En principe, depuis la fondation de *Podemos* et jusqu'à l'échéance électorale de mai 2015, les propositions de l'idéologue Monedero et du stratège Errejón étaient complémentaires. Auteur de plusieurs livres prétendument théoriques, Monedero délivre un discours fort, capable de transformer le sentiment des Indignés contre les institutions en une prise de position de rejet absolu. Ainsi, la transition démocratique post-franquiste aurait été selon lui « un pacte de soumission aux oligarchies dont sont nés les partis qui forment *la casta* et un Congrès des députés » où la démocratie est endormie ou séquestrée.

On dirait du Beppe Grillo! En conséquence, il faut briser les chaînes du régime de 1978, année de la Constitution, et mettre en marche, comme Chavez l'avait fait au Venezuela, un «pouvoir constituant».

Pour sa part Errejón souscrit à toutes les charges négatives qu'on peut adresser à la forme occidentale de la démocratie, mais ses propositions alternatives sont empreintes de dynamisme. Ce serait plutôt la guerre de mouvement qu'il propose par opposition à la guerre de tranchées définie par Monedero, très utile quand il fallut revêtir d'un échafaudage théorique l'irritation des Indignés mais un obstacle quand vient le moment des élections locales et régionales du 25 mai 2015 et que le manichéisme anti-*casta* doit céder la place aux alliances avec le parti socialiste. Monedero, alors n° 3 de *Podemos* se démit de ses fonctions à la direction<sup>[8]</sup>. La rigidité existe aussi chez Errejón mais elle se situe dans une exigence de lutte à mort contre l'ennemi pour l'écartier du pouvoir, une lutte où tous les moyens sont bons afin d'atteindre ce but. Son maître à penser est l'Argentin Ernesto Laclau, auteur de *La Raison populiste* et disciple de Gramsci via le filtre du péronisme. Pour Laclau, le populisme est la formule qui permet l'assemblage des différents intérêts et états mentaux de la majorité sociale dans le but d'assurer son hégémonie et sa capacité de décision politique contre les oligarchies. Les instruments de cette capacité de décision politique peuvent se modifier légitimement, aussi longtemps qu'ils sont «au service de la lutte pour l'intérêt général». Ce qui compte, c'est l'usage d'un discours clair, performant, qui détermine les conduites des groupes sociaux et qui en conséquence forge lui-même la réalité.

Car les discours peuvent «produire la réalité» et, bien que «néfaste pour l'avenir», il donne l'exemple d'Adolf Hitler qui imposa son discours en exhibant «une confabulation internationale et l'usure des banquiers juifs qui avaient mis l'Allemagne à genoux.»

Rien d'étrange dès lors à ce que Pablo Iglesias ait choisi l'opportunisme dogmatique d'Errejón pour surmonter le moment difficile des élections de mai où il ne pouvait se passer de coalitions, y compris avec une partie de *la casta*.

Errejón n'a pas hésité, au nom d'Iglesias, à proposer une alliance électorale avec le parti socialiste pour les élections parlementaires de décembre. «En politique, avait dit Iglesias, ce qui compte n'est pas avoir raison mais avoir du succès».

Forgé dans les années de *Contrapoder*, le leadership appartient indéniablement à Pablo Iglesias. Le culte rendu à sa personnalité est l'un des traits distinctifs de *Podemos* qui a pu se développer sans obstacles grâce à l'adoption du modèle inauguré en Italie par le tandem Beppe Grillo-Casaleggio et poursuivi en Espagne avec le tandem Iglesias-Errejón. Ce n'est pas difficile d'adapter une forme de «démocratie liquide»<sup>[9]</sup>, où le *web* est la voie royale de la

8. Cela n'empêcha pas Monedero d'être, le 5 septembre 2015, l'un des animateurs d'une réunion du Cercle de Paris de *Podemos*. Comprenne qui pourra. Pablo Iglesias vint y faire entre autres l'éloge de Robespierre et de Marat. Comme par hasard, la rencontre eut lieu sur les lieux du Club des Cordeliers, rue de l'École de médecine (NDLR).

9. Il s'agit d'une formule de participation fondée sur le vote électronique.

participation, à une direction apparemment démocratique et en réalité autocratique, étant donné l'asymétrie dans le système de communication, contrôlé de fond en comble. L'illusion est totale: tous participent, mais un seul décide.

À l'exception de la période du Congrès, elle aussi soumise au contrôle d'en haut de l'information et de la décision, le pouvoir du leader est total. Ancien militant communiste, Pablo Iglesias a choisi le modèle léniniste consciemment et depuis le début. Julio Anguita, qui l'admire, le souligne: «Pablo Iglesias est un adaptateur intelligent de Lénine aux circonstances d'aujourd'hui». La seule nouveauté est la rigidité qu'il a acquise ultérieurement du fait des possibilités de manipulation offertes par le web. La sociologue Rosanna de Rosa qualifie le modèle organisationnel du *Mouvement cinq étoiles* italien de «centralisme cybercratique». Voilà qui est parfaitement applicable à *Podemos*.

Pour des raisons tactiques, les dirigeants de *Podemos* évitent l'identification ouverte avec le communisme soviétique et les survivants de 1991. Iglesias rend même hommage à «cet homme chauve avec une tache sur la tête et une intelligence prodigieuse», mais afin d'écarter tout radicalisme formel et d'adapter le discours révolutionnaire aux besoins et aux aspirations de la majorité des gens. Voilà pourquoi il le dit et voilà pourquoi il dénonce l'obsolescence d'*Izquierda unida* (le PCE) qu'il essaiera d'avalier d'abord et de marginaliser ensuite.

Des manifestations en agitant des drapeaux rouges ou des réflexions sur le matérialisme dialectique sont inutiles si les gens suivent «l'ennemi». Le cynisme avec lequel Iglesias aborde ces questions en est la meilleure preuve. À propos de Cuba, il dit qu'il faut réinventer la révolution. Bien sûr, lorsqu'il y a une question sensible telle que l'accident et la mort du dissident Oswaldo Paya sur une route de l'île, c'est une charge au vitriol anti-occidentale qui passe au premier plan. Iglesias accepte le caractère criminel du régime stalinien tout en ajoutant que, grâce à son existence, l'État de bien-être est devenu possible. Pour Monedero, les choses sont plus simples encore: les dirigeants soviétiques n'ont commis qu'un péché d'«ingénuité».

Avec l'appui de la vidéocratie, *Podemos*/Iglesias obtint 8 % des voix, soit 1 250 000 suffrages aux élections européennes de mai 2014. Le programme répondait alors à l'exigence d'alternative générale des Indignés: contre la fausse démocratie née de la transition, et symbolisée par la Constitution de 1978, il faut la vraie démocratie économique, fondée sur la lutte égalitariste contre les pouvoirs financiers et la corruption, l'Europe néo-libérale et la politique de restrictions dont la conséquence fut l'explosion du chômage. Les deux propositions phares – la mise en question de la dette et le salaire universel de base – seront oubliées plus tard. Mais à ce moment-là, ce programme maximaliste donna ses fruits. La moitié des provinces espagnoles (25 sur 51) enregistra entre 7 et 10 % de voix pour *Podemos*, avec des pointes dans deux circonscriptions de gauche, les Asturies (13,42 %) et Madrid (11,20 %), et dans deux autres caractérisées par l'importance des services (le tourisme): Las Palmas, aux

Canaries (13,33 %) et les Baléares (10,6 %). Le PSOE et Izquierda Unida en firent les frais. Les deux partis de *la casta*, le PP et le PSOE, tombèrent de 80 % en 2011 à moins de 50 %.

Tout de suite, ce fut une explosion dans les médias et une ascension irrésistible dans les sondages jusqu'à une première place éphémère en janvier 2015 : 27,7 % contre 20,9 % au PP et 18,3 % au PSOE.

L'assaut des cieux était à portée de la main, même si dans les mois qui suivirent, les sondages montrèrent un partage prévisible des voix à égalité entre les trois forces. Le court avantage du PP aux dernières élections locales et régionales n'empêcha pas sa défaite effective grâce aux alliances passées entre le PSOE et Iglesias – ce qui donna à *Podemos* les mairies de Madrid et de Cadix et la victoire de coalitions plus larges, où *Podemos* était présent, à Barcelone, Valence et Pampelune. La transversalité devenait rentable mais au prix de la perte de l'identité contestataire des origines. Le sentiment d'être soumis à un autocrate, Pablo Iglesias, s'y ajouta, ce qui explique une baisse de dix points, à 18 % dans un sondage de juillet 2015.

Une fois obtenu son premier succès en mai 2014, il s'agissait pour Iglesias d'insister à moyen terme sur la radicalité de son offre politique et surtout de configurer une organisation qui tentait la quadrature du cercle : son auto-exaltation en tant que leader charismatique qui doit tout contrôler et tout décider et simultanément l'illusion à donner aux masses d'être les protagonistes d'un réel processus de démocratie révolutionnaire.

La solution fut très simple : il fallait adapter les grands moyens de manipulations fournis par le web à un schéma d'exercice du pouvoir parfaitement léniniste (avec la touche stalinienne du culte obligatoire à la personnalité d'Iglesias). Le vote proxy, électronique et sans présence physique, donnait un semblant de démocratie transparente. C'est le schéma Beppe Grillo-Casaleggio avec les avantages d'une affiliation incontrôlée et privée, sauf celle des petits groupes de la Gauche Anticapitaliste qui ont une autre idéologie que la foi en Pablo... Les cercles du *Mouvement 5 étoiles* étaient nés spontanément autour du blog de Grillo ; en Espagne, jusqu'au moment inévitable de pluralisme pour les élections municipales de mai 2015, tout dépendait d'Iglesias dans la formation et la vie du cercle dirigeant de *Podemos*. Une explication « théorique » fut trouvée dans l'urgence, justifiant qu'on profite de la « fenêtre d'opportunité politique » ouverte par la crise évidente du système et qu'on forge un instrument doté d'une discipline militaire.

La propagande diffusée à l'occasion de l'Assemblée constituante et qui devait se poursuivre entre septembre et novembre 2014, culminant dans des meetings de masse les 18 et 19 octobre à Madrid, annonçait « la structure organisationnelle la plus démocratique, ouverte et pluraliste que notre pays ait jamais connu ». En réalité, même les statuts furent établis d'en haut sous le masque d'« ébauches préalables ». Un bref essai de discussion par l'eurodéputé Echenique fut tout de suite étouffé par Iglesias : celui qui n'était pas d'accord devait s'en aller. La seule différence formelle avec un parti communiste classique fut la

dénomination des organes dirigeants: le Comité central devint le Conseil des Citoyens et le Bureau politique prit l'étiquette de « Conseil de coordination ». Le flux circulaire du pouvoir est totalement entre les mains d'Iglesias car les deux organes sont *de facto* nommés par lui qui, en apothéose finale, fut élu secrétaire général au cours de soi disant primaires sans adversaires.

Finalement, afin d'éviter la contagion de l'épisode pluraliste des élections locales et régionales, Iglesias impose à *Podemos* les candidats qui auront une chance d'être élus députés en décembre (la liste, nationale – sauf pour le Pays Basque, la Catalogne et Valence – comporte 61 noms) sans tenir compte de l'avis des cercles, des structures locales ou de chaque communauté autonome (il y en a 17 dans toute l'Espagne). Un plébiscite parmi les adhérents a ratifié l'oukase par un vote électronique. La tentative d'y introduire deux noms indépendants a été balayée. Iglesias peut donc se permettre toutes sortes de manœuvres et de volte-face idéologiques: personne ne s'y opposera. La nouvelle démocratie redécouvre une forme autocratique bien connue.

Maintenant, il faut pour *Podemos* gagner une dernière bataille, à la façon de la Troisième Internationale: obtenir l'hégémonie en devançant le parti socialiste, son allié temporaire lors des élections de décembre 2015. Ce sera un objectif difficile à atteindre, mais Pablo Iglesias a un atout: son objectif est clair, parvenir au pouvoir. Après, il connaît déjà les moyens de transformer la démocratie en son contraire.